

La miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes

..... Hedwige Peemans-Poullet

In : Féminismes et développement
Chronique Féministe, (Bruxelles), n°71-72, février-mai 2000, p. 60-
66 (extraits)

...31

L'avenir radieux du micro-crédit...

Ll n'est plus nécessaire de présenter les origines et le développement de la gigantesque "Grameen Bank" devenue aujourd'hui le modèle de quantités d'initiatives analogues. Celle-ci a été fondée au Bangladesh en 1983, par Mohammad Yunus¹, professeur d'économie ayant effectué un parcours universitaire aux Etats-Unis.

Dans un documentaire² (qui ressemble plutôt à un film de propagande), réalisé en 1996 par une équipe hollandaise avec le soutien de diverses organisations dont le plan Media de la Communauté européenne, Yunus raconte pour la Xème fois son histoire : à l'université de Cittagong, il enseignait l'économie et les problèmes de développement où l'on brasse des millions de dollars. Mais s'étant rendu sur le terrain, dans un village pauvre, il avait rencontré une femme qui faisait de beaux tabourets en bambou. Il s'étonne de la voir si pauvre et lui demande combien elle gagne par tabouret. Tous comptes faits, il constate qu'elle travaille pour vingt pennies par jour. Comment cela se fait-il ? Un marchand lui prête l'argent pour acheter ses bambous à condition qu'elle lui vende ensuite ses tabourets au prix qu'il fixe lui-même. Pour Yunus, c'est une révélation, cette femme est pauvre et dépendante des fournisseurs parce qu'elle n'a pas d'argent.

Il décide alors d'emmener ses étudiants sur le terrain et de faire une enquête dans le village pour dénombrer le nombre de personnes qui ont

besoin d'argent. Ils trouvent 42 personnes qui ont besoin, au total, de trente dollars. Il va dans diverses banques pour demander qu'elles prêtent ces trente dollars à ces 42 villageois. Les banques refusent. Elles ne prêtent qu'aux riches. Yunus décide alors de se porter garant pour les pauvres et obtient le prêt en question... D'où l'idée de fonder une banque qui prête aux pauvres, qui ne prête qu'aux pauvres...

La garantie à apporter par l'emprunteur ne sera plus un capital ou une terre mais un petit groupe de cinq personnes qui s'engagent collectivement à assurer le remboursement. L'infrastructure est légère : les employés de la banque vont régulièrement dans les villages effectuer les opérations de prêts et de récolte des remboursements. Le taux de remboursement est excellent (plus de 97 % des emprunts ne posent aucun problème) ce qui réduit les frais administratifs de récupération.

M. Yunus ne parle jamais du contexte politique qui a permis le développement de la Grameen Bank. Chacun sait, cependant, que le coup d'état militaire de 1975 était soutenu par le bureau de la CIA à Dacca qui voulait une transition politique favorable aux Etats-Unis et que les bailleurs de fonds (le "consortium d'aide" présidé par la Banque mondiale) soutenant la dictature militaire ont imposé au Bangladesh quantité de mesures économiques. Parmi celles-ci, le FMI a imposé la suppression des subventions aux agriculteurs, ce qui, dès le début des années 80, a provoqué la faillite de nombreux paysans petits et moyens. Devenus sans terre, ces paysans ruinés ont été repoussés vers les régions soumises aux inondations et sont devenus la cible de la Grameen Bank.

Le succès de la Grameen Bank est foudroyant. En août 1996, il y avait au seul Bangladesh, 35 994 villages desservis par la Grameen Bank, 426 693 groupes de personnes garantissant un emprunt, ces groupes sont rassemblés en 61 805 Centres (où se font chaque semaine les transactions) ainsi 2 059 510 personnes sont à cette date endettées auprès de la Grameen Bank, dont 94 % de femmes.

Yunus veut aller beaucoup plus loin : *"Nous nous sommes fixés un but pour l'an 2005, c'est-à-dire environ dans dix ans : cent millions des familles les plus pauvres du monde, devraient avoir accès au crédit via les femmes de la famille. Si on peut aider cent millions de familles en leur prêtant de l'argent par l'intermédiaire des femmes pour l'an 2005, les conditions seront réunies pour vaincre la pauvreté dans le monde. En effet, cent millions de familles, c'est la moitié des pauvres qui vivent sur la planète. En tout ils sont un milliard trois cents millions ce qui fait deux cents millions de familles. Donc si on réussit déjà à toucher cent millions de familles, il suffit de multiplier notre action par deux pour toucher les autres. Notre objectif c'est de créer un monde sans pauvreté afin que plus aucun être humain sur la planète ne soit pauvre et dans la misère"*.³

C'est autour de cette ambition qu'a été organisé à Washington, du 2 au 4 février 1997, le Sommet du Micro-crédit. Quelque trois mille personnes

venues de 137 pays se sont réunies sous la présidence de Hillary Clinton, la reine Sophie d'Espagne, le Dr. Tsutumo Hata, ex-Premier Ministre du Japon. Yunus y déclare : "... Pour moi, ce Sommet est une cérémonie grandiose – nous célébrons la libération du crédit de l'esclavage de la garantie. Ce sommet est réuni pour dire adieu à l'ère de l'apartheid financier. Ce sommet déclare que le crédit est plus que les affaires, exactement comme la nourriture : le crédit est un droit de l'homme (...). Ce Sommet veut créer un processus qui enverra la pauvreté au musée (...)"⁴.

Une promotion sans précédent...

Le projet de lutte contre la "paupérisation" en endettant tous les pauvres (traduction en langage bancaire en leur donnant accès au crédit) fait l'objet d'une promotion sans précédent. Outre l'aide fournie dès le début par la Banque Centrale du Bangladesh, Yunus a pu compter, en 1981-1982, sur un fonds de 800 000 dollars octroyés par la Fondation Ford et sur 3,4 millions de dollars octroyés par le FIDA⁵.

Mais le soutien idéologique est encore bien plus considérable. Le président Clinton considère qu'il faudrait accorder le prix Nobel au fondateur de la Grameen Bank⁶, celle-ci a bénéficié, en Belgique (1993), du Prix International Roi Baudouin pour le Développement, elle a reçu la plus haute distinction de l'UNESCO et bien d'autres encore....

Au Sommet du Micro-crédit, Hillary Clinton a rappelé que dès 1986 son mari, alors gouverneur de l'Arkansas, avait invité Muhammad Yunus à leur expliquer son expérience et dès ce moment, dit-elle "*mon mari et moi étions déterminés à conférer à ce concept de micro-crédit une portée universelle*"⁷. Dans son intervention, le représentant du gouvernement Clinton a longuement décrit pourquoi et comment il fallait soutenir de telles initiatives auprès des pauvres non seulement dans le tiers monde mais aussi dans les autres pays Il a annoncé que le gouvernement américain s'engageait à le faire notamment par le biais de l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le développement international).

Ce qui n'a rien d'étonnant puisque l'AID (Agence pour le développement international) était depuis longtemps l'un des foyers de la problématique des petits crédits aux agriculteurs pauvres. Elle s'était principalement intéressée aux financements "formels" (ceux des institutions bancaires) jusque vers les années 80, puis a découvert l'importance des financements "informels", ce qui l'a amenée à réorienter sa politique⁸.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international soutiennent activement toutes les initiatives de type Grameen Bank. Cela a déterminé leur changement d'attitude à l'égard des ONG. Au Sommet de Madrid, en 1994, au cours de son discours d'ouverture, Lewis T. Preston, Président du Groupe de la Banque mondiale, a décrit cette nouvelle collaboration de la Banque

mondiale avec les ONG et le nouveau credo humanitaire : “D’autre part, nous travaillons de plus en plus également avec les ONG que nous avons associées à 50 % des projets financés par la Banque l’an dernier...” ; “Et nous nous efforçons d’être plus attentifs aux besoins : cela va de l’innovation en ingénierie financière, en élargissant, par exemple, le recours à nos pouvoirs de garantie, à la recherche de nouvelles manières d’atteindre les plus pauvres d’entre les pauvres, en étudiant par exemple, avec nos partenaires, l’éventuelle création d’un “fonds pour la micro-entreprise””.

En 1997, quelque 58 pays ont déjà engagé des programmes de type Grameen Bank. L’offensive atteint aussi les pauvres des pays développés (France, Belgique, Norvège, Pays Bas...). Quantité d’ONG se sont engouffrées dans ce créneau : organiser un colloque sur le micro-crédit, c’est être sûr du succès et du financement. D’innombrables magazines, revues et journaux ont publié, sans le moindre esprit critique, des articles sur le sujet. On ne s’étonnera pas de trouver dans un même journal à deux pages différentes un texte vantant les prouesses du micro-endettement façon Grameen Bank et un autre texte décrivant concrètement les stratégies mises en place pour résoudre le problème du surendettement des ménages, surendettement considéré comme un des principaux pièges à la pauvreté. Des auteurs, qui dans d’autres domaines se présenteraient comme des scientifiques, n’hésitent pas à brouiller les cartes en entremêlant des notions comme crédit ou épargne solidaire¹⁰, micro-entreprise, crédit-informel avec des entreprises mondiales d’asservissement par l’endettement comme l’est la Grameen Bank. Qui se donne d’ailleurs réellement la peine de vérifier si les promesses de Yunus sur des lendemains qui chantent se réalisent réellement sur le terrain ? Les femmes du Bangladesh sont-elles sorties de la pauvreté ? Au milieu d’un vibrant éloge de la Grameen Bank, Dominique Gentil déclare : “Au niveau macro-économique, il n’y a pas, à notre connaissance, d’évaluation de l’impact de la Grameen Bank, mais la situation générale du Bangladesh, un des pays les plus pauvres du monde, ne semble pas s’être réellement modifiée au cours de ces dernières années”¹¹.

La mobilisation des organisations de femmes...

Mais l’essentiel de l’offensive idéologique a été mené du côté des organisations de femmes. En mai 1995, en vue de la Quatrième Conférence Mondiale sur les femmes, le rapport mondial sur le développement humain du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) consacrait la plus grande partie de son dossier à dénoncer les inégalités et discriminations dont les femmes sont victimes. Chiffres à l’appui. Il poussait l’audace jusqu’à souligner l’importance des mouvements de femmes pour le progrès des conditions d’existence des femmes. Séduit par la perspicacité de l’analyse, on remarque à peine le passage qui affirme que si les femmes sont “restées” si

pauvres, c'est qu'elles ne sont pas assez endettées (en termes bancaires : n'ont pas suffisamment accès au crédit) (pp. 121-126).

En fait le thème n'est pas nouveau. Il était déjà présent à Nairobi en 1985. Depuis lors, il a été développé de manière de plus en plus systématique, notamment par l'INSTRAW (Institut international de recherche et de formation des Nations unies pour la Promotion de la Femme) qui a diffusé les recherches sur ce sujet et organisé des séminaires¹². En 1989, la Banque mondiale a créé un groupe de travail sur les femmes et le crédit et a organisé divers séminaires sur le sujet. En février 1992, au Sommet de Genève sur "La promotion économique des femmes rurales", un paragraphe de la déclaration finale était consacré à l'accès des femmes au crédit et aux services financiers. En 1995 à Pékin, le chapitre consacré à la "féminisation de la pauvreté" dans le Rapport général de la Quatrième conférence présentant comme une évidence le fait que pour donner aux femmes les moyens de vaincre la pauvreté, il fallait leur rendre l'endettement (intitulé "crédit") plus accessible. Au nom du FMI, une Directrice, Mme K. Burke Dillon, y a prononcé un discours aux accents très féministes. Mais après avoir déclaré que l'ajustement structurel devrait être, *a priori*¹³, profitable aux femmes, elle a fortement regretté que les femmes les plus pauvres aient si difficilement accès au crédit¹⁴ (lisez : endettement).

Au retour de Pékin, les organisations de femmes, des plus traditionnelles aux plus féministes, n'avaient plus que cette idée en tête : le fait que les femmes n'aient pas un "égal" accès au crédit devenait la discrimination majeure. Ce n'était plus l'appauvrissement spécifique des femmes (conséquence des politiques d'ajustement structurel découlant précisément de l'endettement des Etats ou conséquence de privatisation des terres agricoles découlant de la mondialisation) qui faisait désormais l'objet du scandale majeur mais bien le fait que des coutumes patriarcales discriminatoires ou des exigences bancaires inadaptées empêchent des femmes pauvres de jouir de l'égalité face à l'endettement.

Beaucoup d'ONG, même parmi les plus sérieuses, se sont aujourd'hui converties à la nouvelle idéologie du micro-crédit destiné aux femmes rurales pauvres des pays pauvres. Dans la plupart des pays concernés, les grandes organisations de femmes et surtout les structures "femmes" officielles¹⁵ collaborent aux initiatives de micro-crédit. Au Bangladesh précisément, un Ministère des affaires féminines existe depuis 1989, et plusieurs départements ont une structure "femmes et développement" : toutes ces structures ont accordé leur appui à la Grameen Bank.

Nombre de théoriciennes emboîtent malheureusement le pas et construisent, a posteriori, des justifications. L'accès au micro-crédit ou plus encore le fait de devenir membre de la Grameen Bank participerait à l'"empowerment" des femmes¹⁶. L'empowerment est un autre de ces termes mis à la une par les institutions internationales. Dans le cas de l'endettement, l'empowerment serait intra-familial. Ces auteurs se contentent en effet souvent d'analyser le rapport entre l'emprunt et l'évolution des relations familiales,

particulièrement entre les conjoints. Les femmes exercent-elles réellement le contrôle sur la somme empruntée, celle-ci est-elle réellement utilisée pour une activité économique de l'emprunteuse, la part de l'apport des femmes au budget du ménage s'est-elle réellement modifiée ? Les recherches en question, même lorsqu'elles sont subsidiées par la Grameen Bank, obtiennent des résultats moins enchanteurs que les récits présentés à tous les colloques, au Sommet du Micro-crédit ou dans le documentaire déjà mentionné. En outre, ces chercheuses partent de l'a priori qu'avant l'intervention de la Grameen Bank, les femmes n'avaient accès à un crédit que par l'intermédiaire de leur mari. Rien n'est moins prouvé. Dans quantité de pays, les femmes organisent entre elles toutes sortes de formes de prêts/emprunts informels. **Mais le plus grave, c'est d'arriver à faire passer l'idée que le "pouvoir" politique des femmes dépend de leur pouvoir au sein de la famille et donc qu'accroître leur pouvoir au sein de la famille est une étape pour l'accès au pouvoir politique...**

Les revers de la médaille

Aucune interrogation malheureusement sur le fait qu'au seul Bangladesh, grâce à leurs tout petits emprunts, les femmes pauvres fournissent un travail rémunéré à plus de onze mille employés de la Grameen Bank, dont la grande majorité surtout parmi les cadres, sont des hommes. Alors qu'à la base, les femmes, comme présidentes de groupes, font en partie du travail bénévole.

Aucune interrogation non plus sur le montant des taux d'intérêt demandés par la Grameen Bank. Aux emprunteuses, on se contente de dire ce qu'elles doivent rembourser par semaine : le montant pour le remboursement, plus le montant pour le *Fonds de secours* (qui intervient en cas de décès ou de maladie de l'emprunteur), plus le montant pour le *Fonds du groupe* (qui est utilisé sur base de décisions collectives du groupe). Le remboursement se fait le plus souvent par semaine pendant cinquante semaines. Après avoir été relativement discret sur le taux d'intérêt réellement demandé, Yunus a fini par déclarer qu'il s'agissait de 20 %¹⁷. C'est un taux supérieur à celui qui est demandé par les banques normales. Avant cela, les chercheurs avaient estimé ce taux réel à quelque 16 %, ils étaient encore en dessous de la réalité¹⁸. Or une grande partie de la propagande en faveur de la Grameen Bank se base sur la dénonciation des usuriers locaux. Les "récits merveilleux" commencent souvent par l'histoire d'un usurier qui demande des taux faramineux. Ils ne présentent évidemment pas les diverses formes d'épargne/emprunt qui existent dans une communauté donnée. Or les travaux qui analysent ces diverses formes font généralement apparaître qu'une partie de cette circulation monétaire socialisée se fait sans intérêt aucun. Finalement, il n'est pas rare que les taux d'intérêt des usuriers dénoncés soient même inférieurs à ceux de cette gigantesque institution micro-prêteuse... Cet énorme taux d'intérêt demandé

par la Grameen Bank est d'ailleurs très dévalorisant pour les ONG qui pratiquent réellement des "prêts solidaires", c'est-à-dire pour des taux nettement inférieurs à ceux du marché.

Les organismes bancaires ne sont pas des bonnes sœurs. Yunus non plus. Aux riches, les banques peuvent prêter des montants très importants mais les riches sont nettement moins nombreux que les pauvres. Il est donc au moins aussi profitable de prêter de petites sommes à d'innombrables pauvres... C'est une autre conception de l'intérêt des banques qui a présidé au lancement de cette nouvelle politique de micro-endettement généralisé.

A partir du moment où les anthropologues et experts du développement se sont mis à étudier les systèmes informels de financement, ils ont découvert les sommes énormes qui circulent selon des coutumes traditionnelles. Plus tard, les banques ont découvert ce trésor caché. Ainsi, comme l'explique Serge Latouche : *"les banques, en effet, cachent derrière leur bonne volonté des intérêts peu avouables. En Afrique du Sud par exemple, elles ont jeté un œil avide sur les énormes masses d'argent épargné sous forme de tontine. C'est pour elles un potentiel appréciable de chiffre d'affaires qui (...) actuellement, leur passe sous le nez"*¹⁹.

37

Les tontines africaines : une expérience originale d'épargne et de crédit

L'insuffisance de l'épargne dans les pays en voie de développement constitue un problème lancinant qui se retrouve aujourd'hui au cœur de l'actualité. D'une part, les banques ne cessent de s'interroger devant leurs difficultés à étendre leur clientèle, à pénétrer dans les campagnes, à accroître la masse des fonds qu'elles recueillent et qu'elles peuvent prêter... [...].

Un certain consensus semble cependant se dégager. Le problème ne concernerait pas vraiment la formation de l'épargne, qui existerait dans la plupart des pays en voie de développement. Il y aurait même ici ou là, "des gisements d'épargne", comme cela a été dit au colloque de Yaoundé en décembre 1984. La difficulté serait de mobiliser cette épargne, de la faire servir au financement de l'économie, de l'orienter vers les projets [...] les plus rentables. C'est à assurer cette affectation que les banques, dans une large mesure, échouent.

Elles échouent parce qu'elles ont été implantées telles qu'elles avaient été inventées en Occident, sans être adaptées au milieu, sans prendre en compte les comportements des populations, qui ont conservé leurs habitudes et qui continuent aujourd'hui de mettre leur argent, comme elles le font depuis toujours, dans des associations informelles qui fleurissent en particulier en Afrique, où elles sont mieux connues sous le nom de "tontines".

Le principe est fort simple [...].

De telles associations sont très anciennes, elles préexistaient avant la monnaie.

Elles sont pratiquées dans la plupart des pays en voie de développement, surtout en Afrique et en Asie. Elles sont très largement utilisées par la population, à la ville comme à la campagne et dans toutes les couches sociales. Chaque fois, les membres se connaissent et se choisissent. La personnalisation des relations est le ciment qui garantit la solidarité au sein du groupe.

La souplesse des tontines est un autre de leurs traits dominants [...].

On est là – à l'évidence – devant une forme particulièrement originales d'épargne et de crédit. Alors que dans les banques, les clients déposent ou empruntent de l'argent, ici chacun des partenaires accepte de prêter et d'emprunter à la fois, non pas dans des conditions fixées au préalable, mais en fonction d'un dosage remis en cause à chaque tour [...].

Alors que les banques sont au cœur d'un phénomène d'accumulation au sein duquel la monnaie remplit la fonction de réserve, les tontines rendent impossible cette accumulation en favorisant la circulation de la monnaie – moyen d'échange et de règlement.

On ne peut s'étonner que de telles pratiques accentuent la fonction sociale de la monnaie – qui facilite les relations entre les hommes – au détriment de sa fonction temporelle – puisqu'elle facilite aussi les relations dans la durée (...). L'effort d'épargne se situe davantage au cœur d'une relation de chacun avec les autres que dans une relation isolée de chacun dans le temps.

En réalité, les tontines véhiculent une certaine conception des rapports au sein de la société [...].

Les pratiques tontinières apparaissent comme l'expression, au plan du financement, d'une logique qui n'est pas celle du marché mais qui s'apparente à ce que les anthropologues ont qualifié de logique de la réciprocité.

[...]

Si les tontines restent l'expression d'une régulation propre aux sociétés sans marché, leur survivance aujourd'hui pose problème. En fait les mécanismes tontiniers se sont transformés avec les systèmes économiques et sociaux qui les intègrent [...]. Il serait significatif de montrer l'impact des mécanismes monétaires au travers des taux d'intérêt ou des prix d'enchères et leurs conséquences sur l'évolution des tontines [...].

En fait le secteur officiel de l'épargne et du crédit comporte des "coûts de transaction" d'une telle ampleur, notamment dans les pays d'Afrique, que le recours des individus au secteur informel est tout simplement rationnel.

[...]

Les pratiques tontinières sont polysémiques ; elles renforcent les sociétés protectrices ; elles ouvrent vers la convivialité, voire vers l'imaginaire. [...] L'espoir caressé par les banques de s'approprier le pactole tontinier risque bien d'être vain.

Le second problème majeur auquel conduit l'analyse des tontines concerne le mode de développement impliqué par un financement tontinier, un mode de développement affranchi des contraintes extérieures, contrôlé par les intéressés et concernant les intéressés [...].

Extrait d'un article de M. Lelart et J.L. Lespes paru dans la Revue de l'Economie Sociale n°5, juillet-septembre 1985, p. 157-159.

Il y a non seulement ces sommes considérables qui échappent au profit mais aussi le défi des systèmes traditionnels d'entraide économique. La plupart de ces systèmes d'entraide ne comportent pas la perception d'intérêts mais reposent sur des règles de mutualisation ou de tour de rôle qui sont particulièrement ingénieuses. Ayant étudié les ARECs (Associations rotatives d'épargne et de crédit), J.D. von Pischke en déduit : *“qu'elles représentent un défi à ceux qui tentent d'aider les pauvres avec des projets de crédit. Les ARECs offrent partout dans le monde des services financiers valables, durables et efficaces à un grand nombre de personnes à faibles revenus alors que les projets formels de crédit échouent souvent”*²⁰.

Or le modèle de la Grameen Bank consiste précisément à remplacer ou du moins à intégrer dans le système formel universel (épargne à faible taux d'intérêt/emprunt à taux d'intérêt élevé) tous les systèmes variés d'entraide qui relèvent de l'économie populaire. Un des propagateurs de la mise au pas des économies informelles, H.D. Seibel, professeur à l'Université de Cologne, explique que le but de l'opération (de type Grameen Bank) est de remplacer le travail et les valeurs prémonétaires par des valeurs en espèces, de remplacer les groupes non financiers par des groupes financiers, les systèmes de prêts tournants par des systèmes non tournants, les groupes éphémères par des groupes permanents, l'épargne simple par le crédit alimenté par l'épargne²¹.

La privatisation de la protection sociale

L'enjeu est considérable. Il est temps, en effet, de se rappeler que si nos systèmes européens de protection sociale sont aujourd'hui encore largement basés sur des financements à base de *répartition* (et non *d'épargne* ou de *capitalisation individuelle*), systèmes qui impliquent une redistribution sociale du coût des risques couverts, c'est parce qu'ils ont été construits depuis le XIX^e siècle sur des modèles de mutualisation (caisses de secours mutuels, etc.) n'impliquant ni épargne individuelle, ni taux d'intérêts. Or précisément, Yunus s'en prend à la protection sociale. Selon la méthode bien connue “faire table rase”, il commence par affirmer que partout les systèmes de protection sociale sont un désastre et dans une situation désastreuse : *“A force de vouloir étendre la protection sociale, les pays développés ont créé une situation désastreuse. L'enfer est pavé de bonnes intentions”*²² et *“Partout dans le monde, les systèmes de sécurité sociale sont en crise, que ce soit aux Etats-Unis, qui font davantage appel au secteur privé, ou en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne, pays attachés au service public. Au Bangladesh, où le gouvernement dépense généreusement”*²³, *la qualité des prestations que reçoivent les pauvres n'en est pas moins consternante”*²⁴. **Après avoir balayé les systèmes de protection sociale, il s'en prend aux “guérisseurs” qui, au regard de la santé, occupent dans le discours de Yunus la même place que les**

“usuriers” dans le domaine des prêts. Il reconnaît aussi que le remboursement des emprunts à la Grameen Bank est menacé par le mauvais état de santé de la population. Selon une étude faite sur les emprunteurs, si 25 % des emprunteurs restent pauvres, c’est pour des raisons de santé. Donc Yunus a lancé des assurances santé, retraite, éducation... *“Pourquoi nos emprunteurs devraient-ils faire appel à Grameen pour leur santé, leur retraite, leurs pensions, l’éducation de leurs enfants et autres problèmes de qualité de vie ? Parce que, lorsqu’il s’agit de mettre en place l’infrastructure sociale, personne n’envisage le problème dans une optique de marché. Il faudrait multiplier les initiatives novatrices dans ce domaine car elles sont encore peu nombreuses”*²⁵. Il n’y a pas moyen d’être plus clair. Yunus veut remplacer la protection sociale par des mécanismes de marché. Pour réaliser cela, il a ciblé les femmes pauvres des pays les plus pauvres. Et presque tout le monde emboîte le pas...

Il n’est pas rare, en effet, de rencontrer des représentants d’ONG pratiquant le micro-crédit se féliciter lorsque des villageoises contractent des emprunts pour des soins de santé ou lorsque les groupes d’emprunt décident d’affecter leur fonds à la création d’une école ou à l’adduction d’eau potable. Ainsi, là où les systèmes de soins, l’instruction publique, etc. sont délabrés par suite des Programmes d’Ajustement Structurel, on trouverait normal que les femmes pauvres empruntent et paient des intérêts pour payer leurs soins, l’école, les conduites d’eau ? Dans le cadre d’une politique de micro-crédits, toute réflexion sur les systèmes de protection sociale et de services publics a disparu de l’horizon²⁶.

Ceux qui promotionnent les micro-crédits n’ont pas à connaître et respecter les coutumes locales, les réseaux sociaux traditionnels ou la législation sociale existante. En brisant les systèmes coutumiers de type “tontine” et les types de rapports sociaux qui y sont impliqués, en orientant la population vers des comportements individualistes d’épargne et d’emprunts, les organisateurs du micro-endettement préparent des sociétés où la protection n’est plus sociale mais privée et commerciale, où l’Etat n’a plus que les fonctions minimales définies par le libéralisme. L’individu n’y serait plus qu’un pilier du marché. C’est cette transformation de la mentalité que Yunus apprécie tant : *“C’est fabuleux pour quelqu’un qui n’a jamais eu d’argent ! Tout le monde lui dit qu’elle a fait une erreur en empruntant de l’argent, quelle ne pourra jamais rembourser, mais elle y arrive... Cela fait d’elle une personne totalement différente. Celle qui entre dans la Grameen Bank n’est plus la même un an après. Cette personne est tout à fait transformée. Elle est méconnaissable comparée à celle du départ”*²⁷.

A travers la diffusion du micro-endettement, c’est plus largement toute l’autonomie des économies populaires qui est visée. Or celle-ci est largement tributaire des femmes. En effet, dans beaucoup de pays en développement, les femmes s’organisent dans une économie autarcique par rapport au marché global. *“Dans le domaine économique, écrit Codou Bop, à propos de l’Afrique, de plus en plus d’organisations des femmes cherchent d’abord à*

compter sur leurs propres forces. Elles s'organisent pour développer les pratiques traditionnelles d'épargne et de crédit (tontines) ou mettre en place des mutuelles de crédit, des caisses d'épargne et des banques populaires"²⁸.

Les entreprises de Yunus ne s'arrêtent pas là. Entreprises de pisciculture, de télécommunication : au Bangladesh, Yunus est au premier rang pour les opérations de privatisation des biens et services publics. Il montre même comment vaincre les résistances des populations.

Plutôt des fèves pour la casserole que du café pour le marché mondial²⁹

Les illusions vont bientôt se dissiper comme les brumes matinales. Les femmes demandent avant tout de pouvoir subvenir aux besoins élémentaires de leur famille. *Telle veut emprunter pour acheter une vache pour donner du lait à ses enfants. Mais cette activité ne rapporte rien, elle ne permettra donc pas de rembourser. On lui refuse le prêt.* Elle ne l'obtiendra que si elle le demande pour fabriquer des objets en bambou qu'elle vendra sur le marché où elle trouvera l'argent nécessaire pour acheter du lait et rembourser son emprunt. La voilà reconvertie aux lois du marché. Un peu plus tard, il se fera que toutes ces femmes qui font des petits paniers pour le marché n'arriveront plus à les vendre... On les amènera alors à produire ce qui convient au grand marché international. Nombre de femmes en ont déjà fait la triste expérience. L'extension de cultures pour le marché mondial les prive de terres pour les cultures d'usage, les rend dépendantes de tout le système mondial, et ne procure pas la sécurité alimentaire à leur famille. L'élevage de la crevette en est un exemple caractéristique. Comment ces analyses, si connues il y a quelques années³⁰, sont-elles passées aux oubliettes ?

Pourquoi sont-elles devenues si pauvres ?

Il y a quelques années, la problématique de la paupérisation des femmes³¹ était une question centrale pour les féministes alors que les femmes faisaient peu l'objet des préoccupations des ONG. Aujourd'hui, beaucoup d'ONG se préoccupent des femmes mais la pauvreté de celles-ci n'est pas analysée comme un processus, c'est-à-dire comme le résultat d'un rapport de genre et de rapport capital/travail.

Comment se retrouveront-elles sans travail quand le marché mondial l'aura décidé ? Un exemple, comme le décrit Michel Chossudovsky : *“La restructuration de l'industrie du jute imposée par le FMI. Le jute demeure, malgré l'écroulement des cours sur le marché mondial, une des principales exportations du Bangladesh, en concurrence avec les produits synthétiques fabriqués par les grandes sociétés textiles. Concurrence déloyale ? Le FMI exige, comme condition de son prêt d'ajustement structurel, la fermeture d'un*

tiers environ des entreprises tant publiques que privées et le licenciement de quelque 35 000 travailleurs”³².

Quant à Nilufar Ahmad, elle explique ce qu’implique l’exploitation des femmes et des enfants dans l’élevage commercial de la crevette. (N’oublions pas que la Grameen Bank a bénéficié, en 1986 et 1988 de la privatisation de plus de huit cents étangs à pisciculture). Or, on sait qu’au Bangladesh, les propriétaires d’élevages font détruire les digues de mer ou de rivières pour inonder leurs élevages de crevettes. *“Les effets de l’élevage de la crevette sur les moyens d’existence des populations locales sont dévastateurs. La production agro-pastorale a diminué à cause de la salinité du sol, de même que la pêche, parce que les éleveurs de crevettes ont coupé 40 % de la forêt côtière de palétuviers. Les zones côtières (...) ont été converties en déserts de sel. Ceci a provoqué une pénurie d’eau potable et de combustible, ainsi qu’une augmentation des maladies d’origine hydrique à cause de la proximité des eaux stagnantes des étangs à crevettes (...). Les femmes et les enfants travaillent à la capture et au traitement des crevettes ; souvent les enfants attirés par la paie ne vont pas à l’école. Jour après jour, les femmes doivent passer huit à dix heures dans l’eau froide et salée mélangée à de la chaux, ce qui provoque des maladies et des crises cardiaques”*³³.

Les opérateurs de micro-crédit présentent la pauvreté des femmes comme un “état de nature” et leur propre intervention comme une passerelle vers un “état de culture” où les femmes, qu’il faut continuellement “encadrer, former, initier”, auraient finalement une prise sur leur destin. Or, la réalité est exactement inverse. Les pays en développement et les femmes populaires de ces pays sont “rendues pauvres” par les Programmes d’ajustement structurel et la sauvagerie de la globalisation. Elles sont maintenant amenées à payer, éventuellement en s’endettant, des biens dont elles disposaient “naturellement” ou des services qui étaient ou devraient être accessibles gratuitement à l’ensemble de la population.

Pour avoir accès au crédit, il faut souscrire à l’idéologie...

Lorsqu’elles sollicitent un crédit à la Grameen Bank – et souvent elles sont fermement invitées à le faire – les femmes deviennent membres d’un groupe de cinq personnes placées sous l’autorité d’une présidente ; **elles se réunissent une fois par semaine dans un Centre où elles doivent se soumettre à un véritable endoctrinement à base de “drill”**. Le documentaire cité est édifiant : la chef de Centre parle aux femmes sur un ton de caporal, elle leur donne l’ordre d’effectuer des exercices (debout/assis/saluez ; recommencez) **et de répéter toutes ensemble à plusieurs reprises les seize commandements de la Grameen Bank**. Parmi ceux-ci : *“Discipline, Unité, Courage, Travail, c’est ce qui fait notre vie. Pendant la saison des plantations nous sèmerons autant que possible. Nous veillerons à avoir une famille de petite taille. Nous*

dépen serons peu, nous veillerons à notre santé. Nous veillerons à ce que nos enfants et l'environnement soient propres. Nous construirons et utiliserons des latrines... Il y a des règles sur la dot, le mariage, sur la surveillance de la discipline dans les autres centres... Que diraient les membres de nos ONG si, lors d'un emprunt pour l'achat d'une maison ou d'une voiture, on les obligeait, en groupe, à proclamer qu'ils utiliseront un préservatif, qu'ils se laveront les dents, qu'ils ne fumeront plus ? Pourquoi des pratiques aussi humiliantes sont-elles acceptables lorsqu'il s'agit de femmes rurales pauvres ? Est-il admissible d'établir un lien entre des engagements dans le domaine de la santé, de l'hygiène ou des coutumes locales et l'octroi d'un prêt ?

Au-delà du sentiment de révolte que l'on éprouve devant une telle humiliation infligée à des femmes à cause de leur pauvreté, on mesure l'immense détresse qui peut amener un si grand nombre de femmes rurales pauvres à se placer dans un tel état de dépendance par rapport à des bailleurs de micro-crédits. Parfois pour cinq dollars...

Notes

- 1 - Il a produit son autobiographie : Muhammad Yunus (avec la coll. D'Alan Jolis), Vers un monde sans pauvreté. L'autobiographie du "banquier des pauvres", trad. de l'anglais, édit. JC. Lattès, Paris, 1997.
- 2 - Documentaire intitulé "La banque des pauvres" passé à la RTBF 1, le lundi 4 août 1997 à 22 heures, dans le cadre de l'émission "Planète des Hommes".
- 3 - Extrait du documentaire cité ci-dessus.
- 4 - M. Yunus, op. cit., p. 342.
- 5 - Fonds International de Développement Agricole (des Nations Unies).
- 6 - Cfr. Introduction au documentaire cité.
- 7 - Extrait du dossier de presse sur Internet.
- 8 - D.W.Adams, "Une nouvelle vision de la finance informelle" ainsi que la préface et l'introduction de Finance Informelle dans les pays en développement, sous la dir. De D.W. Adams et D.A. Fitchett, P.U. Lyon, 1999.
- 9 - Cfr. Bulletin du FMI, 24 octobre 1994.
- 10 - Au grand détriment des initiatives réellement solidaires du genre "Epargne Cigale", etc.
- 11 - Dominique Gentil, Les avatars du modèle Grameen Bank, dans Revue du Tiers Monde, t. XXXVII, n°145, janvier-mars 1996, p. 115-135.
- 12 - Voir par ex. le n°15, hiver 1990, de Instraw Nouvelles, consacré à "l'accès des femmes au crédit".
- 13 - Pour les économistes, néoclassiques, la théorie est souvent "a priori" et ne s'encombre pas de vérifications des hypothèses.
- 14 - Cfr. Bulletin du FMI, 2 octobre 1995.
- 15 - Ce qu'on appelle le "State Feminism".
- 16 - S.M. Hashemi, S.R. Schulerand A.P. Riley, "Rural Crédit Programs and Women's Empowerment in Bangladesh", dans World Development, vol. 24 n°4, 1996 p. 635-653.
- A.M. Goetz and R. Sen Gupta, "Who Takes the Credit ? Gender, Power and Control Over Loan Use in Rural Credit Programs in Bangladesh", ibidem, p. 45-63.
- 17 - M. Yunus, op. cit., p. 139.
- 18 - P.S. Jain, "Managing Credit for the Rural Poor : Lessons from the Grameen Bank", dans World Development, vol. 24, n°1, 1996, p. 79-89. Ce taux se réfère à l'année 1992, mais dans une autre publication antérieure, le même taux d'intérêt cité pour l'année 1990.
- 19 - Voir le n°425 de Vivant Univers (septembre-octobre 1996), consacré à Economie "informelle" et le n°24 de Défis-Sud (octobre 1996 consacré à "Le financement alternatif" ainsi que l'art. de S. Latouche, "La tentation du développement et la normalisation de l'informe" dans Economie populaire et phénomènes informels en Afrique, éd. CEDAF, Bruxelles, 1992, p. 241-248.
- 20 - Finance informelle dans les pays en développement, sous la dir. De D.W. Adams et D.A. Fitchett,

P.U. Lyon, 1994, p. 366.

21 - H.D. Seibel, "L'évolution de la micro-finance", dans *Défis-Sud*, cit. ci-dessus.

H.D. Seibel et U. Parhusip, "Liens entre la finance formelle et la finance informelle. Exemple indonésien", dans *Finances informelles dans les pays en développement*, op. cit.

22 - M. Yunus, op. Cit., p. 305.

23 - Le Bangladesh consacre 1,2 % du PIB aux dépenses publiques de santé alors que la moyenne des pays les moins développés du monde est de 1,6 % du PIB. Une des forces de M. Yunus c'est qu'il affirme ce qui est utile à son affaire et ne se sent nullement tenu par la vérité ou la réalité.

24 - M. Yunus, op. Cit., p. 307.

25 - M. Yunus, op. Cit., p. 310.

26 - Dans les programmes de la Grameen Bank, sont encouragés les emprunts qui visent à rencontrer les besoins primaires suivants : logement, école, santé, eau potable, alimentation, environnement, jardins potagers...

27 - Cf. le documentaire cité.

28 - C. Bop, "Après Pékin, quelle coopération internationale en Afrique ?", dans le n°65 de *Politique Africaine* (consacré à "L'Afrique des femmes"), mars 1997. Au-delà de cette constatation assez fréquemment reconnue, les réflexions de C. Bop, sont parfois ambiguës.

29 - J'emprunte ce sous-titre à un article de Christa Wichterich, journaliste et consultante à Bonn.

30. Voir les travaux de Maria Mies, par ex. *Patriarchy and Accumulation on a World Scale : Women in the International Division of Labour*, Londres, Zed Books, 3ème éd. 1989.

31 - Un peu occultée d'ailleurs par le faux débat sur la "féminisation de la pauvreté".

32 - M. Chossudovsky, "Sous la férule du FMI et des possédants locaux. Au Bangladesh, une pauvreté bien encadrée", dans *Le Monde Diplomatique*, juillet 1992, p. 27 et "La mondialisation de la pauvreté", éd. Ecosociété, Montréal, 1998.

33 - Nifular Ahmad, "Tensions et tempêtes : le cas du Bangladesh", dans *Instraw Nouvelles*, n°19, 1993. L'article est le résumé d'une étude faite en 1991-1992 pour l'INSTRAW

